



DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DES AFFAIRES SANITAIRES ET  
SOCIALES  
DE LA VIENNE

Mise à jour : août 2007

SANTÉ-ENVIRONNEMENT

## PROTECTION DES CAPTAGES

DESTINÉS A LA PRODUCTION D'EAU POTABLE

<u>Commune(s) :</u>	<b>Saint Léger de Montbrillais</b>
<u>Captage(s) :</u>	<b>Forage (cénomanien) de : «La Fontaine du Son</b>
<u>Maître d'ouvrage :</u>	<b>S.I.R.P.E.L.</b>

### SITUATION ADMINISTRATIVE DU CAPTAGE

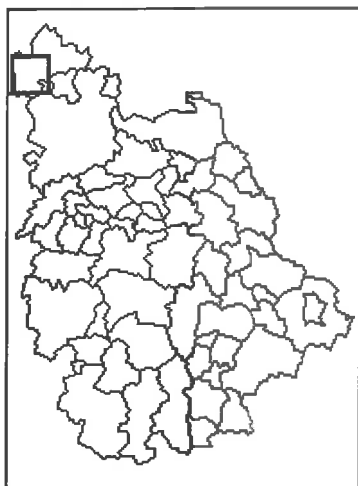
Avis de l'Hydrogéologue agréé : 15/02/1991

Arrêté de DUP : 31/03/1995

Inscription aux Hypothèques : 22/05/1995

Pièces jointes à ce document :

- Cartographie des périmètres de protection
- Arrêté préfectoral de DUP

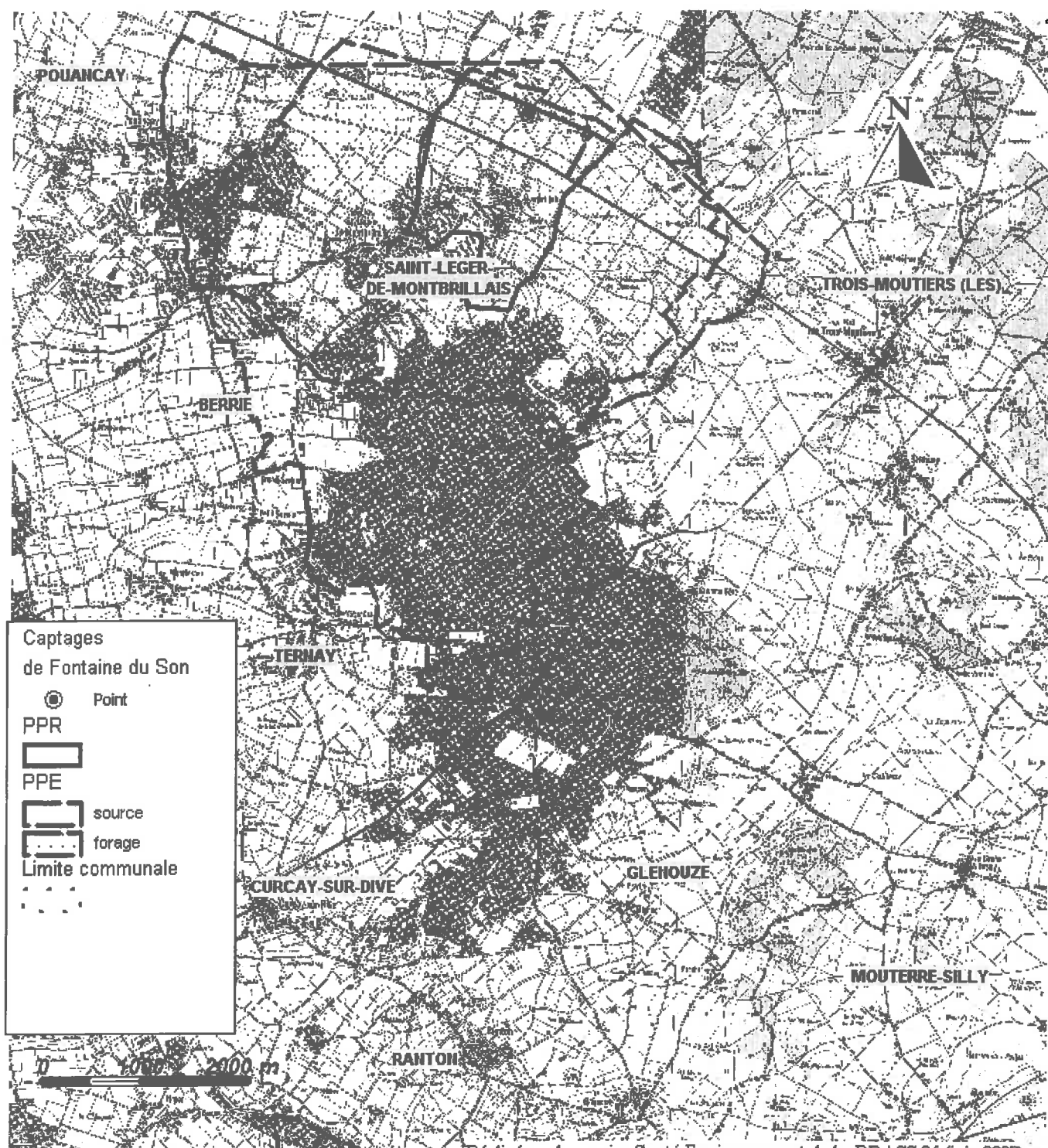


# Commune de St-Léger-de-Montbrillais

## Périmètres de protection des captages de Fontaine du Son

Maître d'ouvrage : SIRPEL

Gestionnaire : SIVEER



Réalisé par le service Santé-Environnement de la DDASS 86 (juin 2007)

---

---

## PREFECTURE DE LA VIENNE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES  
ET DU CADRE DE VIE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

DOSSIER SUIVI PAR :

M. Didier GRANDPRE

☎ 49.55.71.21

ARRETE N° 94-D2/B3-044  
en date du **31** MARS 1995

portant déclaration d'utilité publique de travaux projetés  
par le SIRPEL en vue de l'exploitation des ressources  
en eau du FORAGE DE SON, - Commune de ST  
LEGER de MONTBRILLAIS (dérivation des eaux  
souterraines, protection du champ captant et distribution  
des eaux)

**LE PREFET DE LA REGION POITOU-CHARENTES  
PREFET DE LA VIENNE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique;

VU l'article 113 du code rural sur la dérivation des eaux non domaniales, d'une source  
ou d'eau souterraine ;

VU le Code de la Santé Publique notamment les articles L 20 et L 20-1 ;

VU la loi n° 1245 du 16 Décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux  
et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi n° 92-3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret modifié n° 67-1094 du 15 Décembre 1967 sanctionnant les infractions à  
la loi du 16 Décembre 1964 ;

VU le décret n° 89-3 du 3 Janvier 1989 modifié, relatif aux eaux destinées à la  
consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles notamment son article 16,  
et l'arrêté du 10 Juillet 1989 relatif à la définition des procédures ;

VU le décret 92-1041 du 24 Septembre 1992 relatif à la limitation ou à la suspension  
provisoire des usages de l'eau ;

VU le décret 93-742 du 29 Mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation ou de  
déclaration,

VU le décret 93-743 du 29 Mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations  
soumises à autorisation ou à déclaration notamment l'article 2 ;

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

*Liberté Égalité Fraternité*

B.P. 589 - 86021 POITIERS CEDEX  
TÉLÉPHONE 49.55.70.00 - MINITEL 3614 LAPREF - TÉLEX 790 360 F  
BUREAUX OUVERTS DE 9 HEURES À 17 HEURES

VU la délibération du SIRPEL en date du 18 Décembre 1992 demandant l'autorisation de dériver les eaux souterraines du forage de la Fontaine de Son, commune de ST LEGER de MONTBRILLAIS, portant engagement d'indemniser les usagers des eaux lésés par la dérivation et demandant l'instauration de périmètres de protection de ce captage ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 27 Octobre 1994 ;

VU l'avis favorable du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

VU l'avis favorable du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 7 mars 1995 ;

VU le dossier et les résultats de l'enquête qui a eu lieu en application de l'arrêté préfectoral n° 94-D2/B3-180 du 8 Décembre 1994 ;

VU l'avis du Commissaire-enquêteur en date du 17 Février 1995 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture;

-----  
**ARRETE**  
---

**ARTICLE 1er** - Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par le SIRPEL, consistant en :

- le captage d'eau souterraine (1 forage) au lieu-dit "Fontaine de SON" - commune de ST LEGER de MONTBRILLAIS,
- la création de périmètres de protection du captage et institution des servitudes afférentes
- la distribution de ces eaux destinées à la consommation humaine.

**SECTION I - DERIVATION DES EAUX**

**ARTICLE 2** - Le SIRPEL est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le forage de SON exécuté sur le territoire de la commune de ST LEGER DE MONTBRILLAIS.

**ARTICLE 3** - Le volume à prélever par pompage par le syndicat ne pourra excéder 34m<sup>3</sup>/heure en continu avec des pointes de 43 m<sup>3</sup>/h sur une période n'excédant pas 20 jours.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, le Syndicat devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le PREFET sur le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

**ARTICLE 4** - Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le SIRPEL à l'agrément du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

**ARTICLE 5** – Conformément à l'engagement pris par le Comité syndical dans sa séance, le SIRPEL devra indemniser les usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

## **SECTION II – PERIMETRES DE PROTECTION**

**ARTICLE 6** – Il est établi autour de l'ouvrage de captage deux périmètres de protection dans les limites indiquées par le géologue et figurant sur les cartes jointes au dossier de déclaration d'utilité publique des travaux.

### **PRESCRIPTIONS IMPOSEES A L'INTERIEUR DES PERIMETRES DE PROTECTION**

#### **6.1 – Périmètre de protection immédiate (Surface : 0.67 ha)**

Il comprend les parcelles (185,186, 187, 188, 263, 264, 353,et 354 de la section ZC de ST LEGER de MONTBRILLAIS).

Le périmètre de protection immédiate sera clôturé.

A l'intérieur seront interdits tous dépôts, installations et activités, à l'exception de ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.

La parcelle 187 ne pourra plus être utilisée comme parking.

Le CVO n° 8 dans la partie qui traverse le périmètre immédiat de protection devra être aménagé avec des fossés étanches évacuant l'eau de ruissellement vers l'extérieur.

#### **6.2 – Périmètre de protection rapprochée**

En raison de la protection naturelle de l'aquifère il n'y a pas de protection rapprochée.

#### **6.3 – Périmètre de protection éloignée**

Surface (environ 1 500 ha)

La réglementation générale s'appliquera sur ce périmètre avec le souci de la protection de la ressource.

### **ARTICLE 7 – Règlementation concernant les forages**

Les autorisations ou les prescriptions accompagnant les récépissés de déclaration se fonderont sur un avis géologique qui s'appuiera sur des essais de débits.

Les mesures nécessaires à la protection sanitaire (tubages si nécessaire) ainsi que toutes celles nécessaires à la sauvegarde des eaux seront prescrites.

En cas d'abandon toutes les dispositions devront être prises pour éviter que le forage ne serve de point de rejet.

### **ARTICLE 8 –**

Le Président du SIRPEL est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les terrains nécessaires à la réalisation du projet (périmètre de protection immédiate).

## **ARTICLE 9- SANCTIONS**

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret 67-1094 du 15 Décembre 1967 pris pour l'application de la loi modifiée 64.1245 du 16 Décembre 1964, et les articles 22 à 30 de la loi sur l'eau 92-3 du 3 janvier 1992, sans préjudice des peines prévues par d'autres polices administratives (installations classées, police des eaux, etc..)

## **SECTION III - DISTRIBUTION DES EAUX**

**ARTICLE 10** - Les eaux captées pourront être distribuées en vue de la consommation humaine sous réserve de répondre aux conditions exigées par le code de la Santé Publique et le décret n° 89-3 du 3 Janvier 1989 modifié.

- Le procédé de traitement - son installation - son fonctionnement et la qualité des eaux distribuées sont placés sous le contrôle de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Elles devront notamment faire l'objet d'une désinfection avant distribution.

Toute modification du traitement devra faire l'objet d'une déclaration auprès de ce service.

## **SECTION IV - DISPOSITIONS DIVERSES**

**ARTICLE 13** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, le Sous-Préfet de CHATELLERAULT, le Maire de ST LEGER de MONTBRILLAIS, le Président du SIRPEL, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental de l'Equipement, l'Ingénieur des Mines, l'Inspecteur des Etablissements Classés, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne.

Pour ampliation  
Pour le Préfet,  
Le Chef de Bureau Délégué,

Anno ROUSTIC-LASSARTESSES



Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture  
de la Vienne

Janine CHASSAGNE



PREFET DE LA VIENNE

Agence Régionale de Santé  
Poitou-Charentes

-----  
Direction de la Santé Publique

-----  
Vigilances et sécurités de l'environnement  
et des milieux de la Vienne

ARRÊTÉ N° 2013/ARS/VSEM/020

en date du 22 août 2013

**Autorisant le Syndicat Intercommunal Mixte d'Équipement Rural pour l'eau et l'assainissement du département de la Vienne (SIVEER) à prélever, traiter et distribuer des eaux souterraines destinées à la consommation humaine à partir de la source de *La Fontaine du Son* située sur la commune de St Léger-de-Montbrillais dans la Vienne (86),**

**et portant déclaration d'utilité publique des opérations et travaux relatifs :**

- à la dérivation de ces eaux souterraines ;
- à la mise en place des périmètres de protection.

-----  
**La Préfète de la région "Poitou-Charentes", Préfète de la Vienne**  
**Chevalier de l'ordre national du mérite**  
-----

VU la loi constitutionnelle n° 2005-205 du 1<sup>er</sup> mars 2005 relative à la Charte de l'environnement ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.1311-1 à L.1311-4 ; L.1312-1 et L.1312-2 ; L.1321-1 à L.1321-10 ; L.1324-1 à L.1324-5 ; R.1312-1 à R.1312-7 ; R.1321-1 à R.1321-61 ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8, L.214-10 et L.215-13 ;

VU le code minier et notamment l'article 131 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment l'article R 126-1 ;

VU la directive 98/83/CE du conseil européen du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU la directive 2006/118/CE du parlement européen et du conseil du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration ;

VU la loi n° 1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation ou de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 précitée ;

VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié, relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992, et notamment la rubrique 1.1.0 – 1° ;

VU le décret n° 2003-868 du 11 septembre 2003 modifiant le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier sur l'eau ;

VU le décret n° 2006-880 du 17 juillet 2006 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues aux articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement pour la protection de l'eau et des milieux aquatiques ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars modifié ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (S.D.A.G.E.) 2010/2015 du bassin Loire-Bretagne, adopté par le comité de bassin le 15 octobre 2009 et approuvé par arrêté du préfet coordonnateur de bassin, le 18 novembre 2009 ;

Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> juillet 2004 fixant les règles techniques et de sécurité applicables au stockage de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des installations classées ni la réglementation des établissements recevant du public ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R. 1321-42 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010/ARS/VSEM/29 en date du 1<sup>er</sup> juin 2010 portant constitution d'une commission départementale spécialisée pour la protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine dans le département de la Vienne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 97/D2/B3/031 du 18 février 1997 portant réglementation des stockages de produits susceptibles d'être dangereux pour la santé, la salubrité publique et l'environnement ;

VU la délibération du 23 février 2012 du syndicat pour l'interconnexion, la recherche et la production d'eau dans le Loudunais, s'engageant à conduire à son terme la procédure établissant les périmètres de protection de la *source de la Fontaine du Son* située sur la commune de St Léger de Montbrillais et à réaliser les opérations et travaux nécessaires à l'instauration des périmètres de protection et la déclaration d'utilité publique de ce captage ;

VU les études préalables (hydrogéologique et environnementale) à la mise en place des périmètres de protection et document d'incidences de mars 2006 concernant la *source de La Fontaine du Son*, située sur la commune de St Léger de Montbrillais ;

VU les avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique, du 30 avril 2007 et de septembre 2009 ;

VU les avis de la commission captages du 26 juin 2007 et du 14 décembre 2009 ;

VU le dossier présenté par le pétitionnaire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012-DRCL/BE-161 du 03 août 2012 prescrivant l'ouverture du lundi 24 septembre 2012 au jeudi 25 octobre 2012, sur la commune de St Léger de Montbrillais :



- d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique :
  - de l'établissement des périmètres de protection du captage de *la Fontaine du Son* situé sur la commune de St Léger de Montbrillais, au titre du Code la Santé Publique ;
  - de l'exploitation et la distribution d'eau à usage des populations humaines ;
  - de la dérivation des eaux souterraines, au titre du Code de l'Environnement ;
- d'une enquête parcellaire en vue de délimiter les terrains qui seront assujettis aux servitudes y afférant ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur en date du 21 novembre 2012 ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 21 mars 2013 ;

**CONSIDERANT** que ce captage est nécessaire pour assurer l'alimentation en eau potable des habitants du SIAEP des Trois Moutiers ;

**CONSIDERANT** que les besoins en eau potable du SIAEP des Trois Moutiers sont justifiés ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur général de l'ARS Poitou-Charentes ;

## **A R R E T E**

### **Article 1<sup>er</sup> : prélèvements, production et distribution des eaux – Déclaration d'utilité publique**

Sont autorisés :

- les prélèvements d'eaux souterraines sur la commune de St Léger de Montbrillais (Vienne) à partir de la **source de *La Fontaine du Son*** captant la nappe aquifère libre du turonien ;
- la production et la distribution de ces eaux destinées à la consommation humaine.

Le référencement et la localisation de la source de ***La Fontaine du Son*** sont les suivants :

- Code BSS : **0512-4X-0001 – source**
- Masse d'eau : **4087** (craie du Séno-Turonien du BV de la Vienne)
- Localisation selon les points de coordonnées Lambert II étendu et l'altitude NGF :  
**X : 420 594 m - Y : 2234 184 m - Z : + 54m EPD**

Sont déclarés d'utilité publique les opérations et travaux à entreprendre par le SIVEER relatifs à :

- la dérivation des eaux souterraines provenant de la **source de *La Fontaine du Son*** située sur la commune de St Léger de Montbrillais ;
- la création de périmètres de protection et l'institution des servitudes afférentes.

## **SECTION I – DERIVATION DES EAUX**

### **Article 2 : ouvrage autorisé**

Le SIVEER est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines de la **source de la *Fontaine du Son*** située sur le territoire de la commune de St Léger de Montbrillais (86). Cette source captée en 1969 a été aménagée en 1971 par l'intermédiaire d'un pompage dans un puits de 3 mètres de diamètre et 7 mètres de profondeur.

Deux ouvertures importantes pratiquées dans le cuvelage au fond du puits permettent le captage de la source et l'acheminement de l'eau captée vers la station de pompage à une quinzaine de mètres au Nord Ouest, de l'autre côté de la voie vicinale n° 10.

### **Article 3 : volumes autorisés**

Les volumes prélevés ne pourront pas excéder :

- **80 m<sup>3</sup>/h et 1600 m<sup>3</sup>/j** (pour 20 h de pompage par jour) avec un volume maximal annuel de **550.000 m<sup>3</sup>/an**.

Ces débits pourront être réduits à la demande du service de la police l'eau.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, le pétitionnaire devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le préfet sur rapport du service chargé de la police de l'eau.

### **Article 4 : respect des débits et volumes prélevés**

Les dispositions prévues pour que les prélèvements ne puissent pas dépasser les débits et les volumes journaliers autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le pétitionnaire à l'agrément du service chargé de la police de l'eau.

## **SECTION II – PERIMETRES DE PROTECTION**

### **Article 5 : limites et cartographie des périmètres de protection**

Il a été établi des périmètres de protection dans les limites indiquées figurant sur les cartes et plans joints au dossier de déclaration d'utilité publique des travaux ainsi que dans l'annexe de cet arrêté sur une carte au 1/25000<sup>ème</sup>.

#### **Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection**

##### **5.1 - Périmètre de protection immédiate (PPI)**

D'une surface voisine de **6000 m<sup>2</sup>**, les limites du PPI sont celles de deux îlots séparés par un chemin vicinal correspondant aux parcelles de la section ZC du cadastre de St Léger de Montbrillais (cf annexes).

Les terrains qui doivent être protégés contre le ruissellement des eaux météorites et par des bordures de trottoir le long du chemin vicinal, sont acquis en toute propriété par le pétitionnaire, clos par un grillage d'au moins 2 m de hauteur et d'un portail d'accès équipé d'un dispositif de verrouillage et de détection contre l'intrusion. Ce dispositif de protection doit être mis en place également concernant l'accès au bâtiment d'exploitation et au captage.

Ce périmètre sera maintenu dans son intégralité avec son couvert végétal actuel de prairie naturelle et régulièrement entretenu. Toute activité et tout dépôt y sont interdits hormis ceux nécessaires à l'entretien et au fonctionnement des installations.

L'accès est interdit à toute personne étrangère au service, non accompagnée ou autorisée par l'exploitant. Il ne sera fait aucun usage d'engrais ou de produits phytosanitaires et les terrains seront régulièrement entretenus.

##### **5.2 - Périmètre de protection rapprochée (PPR) :**

D'une superficie d'environ **260 hectares**, ce périmètre situé sur la commune de St Léger de Montbrillais correspond à la zone d'alimentation située en amont proche de la source captée englobant toutes les maisons où l'assainissement est de type individuel.

Les limites des périmètres de protection rapprochée et éloignée ainsi que les prescriptions afférentes (interdictions et réglementations spécifiques) sont synthétisées en annexes de cet arrêté (cartographie au 1/25 000<sup>ème</sup> et tableau de prescriptions). Elles sont précisées d'une façon plus détaillée avec les numéros de parcelles dans le dossier d'enquête publique.

### 5.2.1- Activités interdites :

Elles concernent les activités suivantes :

- 1- La création de forages ou de puits autres que pour l'AEP.
- 2- L'ouverture et l'exploitation de gravières ou de carrières.
- 3- L'ouverture d'excavations autres que celles destinées au passage des canalisations d'eau potable ou éventuellement d'assainissement ou à l'effacement des réseaux aériens.
- 5- L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs et de tout produit ou matière susceptibles d'altérer la qualité de l'eau.
- 9- L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tout autre produit liquide ou gazeux susceptible de porter directement ou indirectement atteinte à la qualité des eaux.
- 11- Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tous produits chimiques autres que ceux cités en 10, 12 et 13
- 15- L'épandage de lisiers, de boues de station d'épuration, de matières de vidange, de jus d'ensilage, ou de toutes eaux usées brutes.
- 17- L'établissement d'étables ou de stabulations libres.
- 22- La création d'étangs.
- 23- Le camping (même sauvage).
- 26- La création de cimetières.
- 27- La création de tout ouvrage d'infiltration des eaux de ruissellement (sauf eaux de toitures).
- 28- L'installation de toute installation classée pour la protection de l'environnement.

### 5.2.2- Sont soumis à une réglementation spécifique :

Rubriques	Activités	Réglementation spécifique
4	<i>Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes.</i>	Le remblaiement devra être réalisé avec des matériaux inertes et non solubles. Le recours à des matériaux peu perméables est conseillé.
6	<i>L'établissement de toutes nouvelles constructions même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.</i>	Garanties d'assainissement exigées et pas de rejets d'eaux usées brutes ou traitées et d'eaux pluviales, directement dans les calcaires. Les eaux usées devront être éliminées dans un réseau collectif s'il existe ou dans un assainissement non collectif réalisé conformément aux règles techniques en vigueur à la date de réalisation.
7	<i>L'assainissement individuel</i>	Pour les hameaux de <i>Montbrillais, Villeneuve et la Roche</i> , le raccordement au réseau de collecte et d'évacuation des eaux usées vers la station existante est demandé au vu des systèmes non-conformes mis en évidence, de la sensibilité du secteur et de la complexité de mise en œuvre de l'assainissement non collectif. Les travaux devront être réalisés dans les 5 ans maximum suivant la date de la signature de l'arrêté préfectoral. Pour les hameaux de <i>Chalons et de la Plouse</i> , un diagnostic approfondi devra permettre de juger de la faisabilité de la réhabilitation des systèmes existants. Une vérification des assainissements existants sera effectuée en priorité et la mise en conformité devra être réalisée dans les 2 ans maximum suivant la date de la signature de l'arrêté préfectoral.
8	<i>L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux pluviales ou usées qu'elles soient brutes ou épurées.</i>	Transport d'eaux pluviales : Une attention particulière devra être portée à l'entretien des fossés pour assurer l'évacuation de l'eau en dehors du périmètre de protection rapprochée tout en évitant tout approfondissement dans la craie susceptible de favoriser l'infiltration. Le passage de l'eau sous la route nationale N147 devra être facilité puisque sa stagnation favorise l'infiltration ou des pointes de turbidité et de teneurs en nitrates - les deux paramètres qui présentent des dépassements des limites de potabilité des eaux destinées à la consommation humaine - sont constatées après les fortes pluies. La municipalité devra s'assurer régulièrement que les fossés ne collectent que des eaux pluviales.

8 ...		Transport d'eaux usées : Les ouvrages de transport d'eaux usées devront éviter autant que possible le périmètre de protection rapprochée. Si ce n'était pas le cas, ils devront être rigoureusement étanches et leur étanchéité contrôlée tous les 10 ans.
10	<i>Les installations de stockage même temporaires d'hydrocarbures liquides ou gazeux</i>	Admises à l'échelon domestique ou artisanal et pour des quantités correspondant au plus à des besoins annuels, en réservoir aérien au-dessus des formations crayeuses ou faiblement enterrées dans les formations superficielles, avec une cuve de rétention étanche.  Une vérification des installations existantes et une mise en conformité devront être effectuées dans les 2 ans maximum suivant la date de la signature de l'arrêté préfectoral.
12	<i>Le stockage de fumier et d'engrais organiques</i>	Le stockage sur l'exploitation devra être réalisé : - Sur aire étanche avec bac de récupération étanche ou fosse étanche, conformément à la réglementation ; - A une distance minimale de 50 m de tout point d'eau. Pour les fumiers pailleux, les stockages en bout de champ seront autorisés. La durée du stockage en bout de champ sera limitée à 72 h.
12 bis	<i>Le stockage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures.</i>	Le stockage sur l'exploitation devra être réalisé : - Sur aire étanche avec bac de récupération étanche ; - A une distance minimale de 50 m de tout point d'eau.
13	<i>Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail.</i>	Le stockage devra respecter les recommandations établies dans le cadre du PMPOA.
14	<i>L'épandage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols, autres que ceux mentionnés au n° 15.</i>	Les épandages devront être maîtrisés par la mise en place d'un programme d'actions contre les pollutions diffuses d'origine agricole.
16	<i>L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures.</i>	Les épandages devront être maîtrisés par la mise en place d'un programme d'actions contre les pollutions diffuses d'origine agricole.
18	<i>Le pacage des animaux.</i>	Une rotation des animaux sur plusieurs parcelles devra être mis en place afin d'assurer le maintien d'un couvert végétal.
19	<i>L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail.</i>	Sur sol bétonné ou avec rotation pour limiter le piétinement et permettre le maintien d'un couvert végétal.
24	<i>La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation.</i>	La construction de nouvelles voies doit être proscrite. Toute modification des voies existantes devra prendre en compte l'impact prévisible sur le captage. L'avis d'un hydrogéologue agréé sera demandé.
25	<i>La création d'activités artisanales, industrielles ou commerciales, même temporaires, susceptibles de générer des pollutions non domestiques</i>	Garantie d'assainissement exigée avec une absence de rejet des effluents directement dans la craie.
29	<i>Les puits domestiques</i>	Les puits existants feront l'objet d'un contrôle. En cas de non conformité au Règlement Sanitaire Départemental, ils feront l'objet d'une mise en conformité ou seront comblés dans les 2 ans maximum suivant la date de la signature de l'arrêté préfectoral.

### **5.2.3 - Dérogations aux interdictions**

A titre exceptionnel et pour des travaux d'intérêt général, des dérogations aux interdictions prévues à l'article 5.2.1 pourront être accordées par arrêté préfectoral pris après avis d'un hydrogéologue agréé et du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques.

L'arrêté devra être dûment motivé et fixer les prescriptions spécifiques nécessaires pour éviter tout risque de pollution.

### **5.3 - Périmètres de protection éloignée (PPE)**

D'une superficie de 15 km<sup>2</sup> environ, le périmètre de protection éloignée recouvre l'essentiel du bassin d'alimentation de la source.

Il n'a pas été proposé de prescription spécifique et c'est la réglementation générale qui s'applique.

Une vigilance particulière doit cependant être maintenue par les services de la police de l'eau vis-à-vis des procédures de déclaration et d'autorisation résultant de l'application de la loi sur l'eau et notamment sur les dépôts et les rejets de produits susceptibles d'affecter la qualité des eaux.

### **5.4 – Dispositif d'alerte et programme d'actions contre les pollutions diffuses d'origine agricole**

Un dispositif d'alerte sera élaboré par le maître d'ouvrage, dans les 3 mois suivant la date de la signature de l'arrêté préfectoral afin de garantir l'information auprès de la personne responsable de la production et distribution d'eau (SIVEER) et des services chargés de la police de l'eau et du contrôle sanitaire des eaux, en cas de pollution accidentelle dans le bassin d'alimentation de la *source de la Fontaine du Son* et en particulier pour des pollutions intervenant dans ou à proximité immédiate du périmètre de protection rapprochée.

Dans l'objectif de préserver les ressources en eau contre les pollutions diffuses d'origine agricole, un programme d'actions sera mis en œuvre sur l'ensemble des périmètres de protection (rapprochée et éloignée), au plus tard dans l'année suivant la signature de l'arrêté préfectoral et pour une durée minimale de 5 ans.

Une présentation et une évaluation des résultats de ce programme d'actions seront faites chaque année devant les représentants du maître d'ouvrage, en présence des acteurs concernés (cultivateurs et représentants des différentes administrations et agences).

### **Article 6 : acquisition de terrains**

Le pétitionnaire est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation pour le périmètre de protection immédiate en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à la réalisation du projet.

### **Article 7 : mise en conformité**

Les exploitants, les propriétaires ou les locataires devront, à compter de la notification du présent arrêté, se mettre en conformité avec les prescriptions citées à l'article 5.2.2 dans les délais précisés ou à défaut dans un délai maximum de 3 ans, et le cas échéant avec toutes dispositions législatives et réglementaires relevant de la réglementation générale, notamment du règlement sanitaire départemental, du code de la santé publique, du code de l'urbanisme et du code de l'environnement.

### **Article 8 : sanctions**

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté sera passible des peines prévues par les codes de l'environnement et de la santé publique, sans préjuger des peines prévues par d'autres polices administratives (installations classées, police des eaux, ...).

### SECTION III

## SURVEILLANCE, TRAITEMENT ET DISTRIBUTION DES EAUX

#### **Article 9 : surveillance et traitement**

Toutes les données de l'auto-surveillance, les incidents recensés par l'exploitant et les visites doivent être consignés régulièrement dans le carnet sanitaire de la station de traitement.

Un contrôle renforcé, au minimum bimestriel, doit être mis en place afin de surveiller l'évolution de la qualité des eaux brutes (nitrates, bactériologie ...) de la *source de La Fontaine du Son* et des eaux traitées (nitrates, fer, fluor ...) après mélange avec celles provenant du forage au cénomanien de la *Fontaine du Son* qui fait l'objet d'une déferrisation préalable.

Les eaux traitées, après mélange et désinfection au chlore gazeux, devront respecter en permanence les valeurs limites et de références de qualité exigées par la réglementation en vigueur avant mise en distribution. Toute modification notable de la filière de traitement devra faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès du Préfet ou d'une simple déclaration dans les autres cas.

### SECTION IV – DISPOSITIONS DIVERSES

#### **Article 10 : robinets de prélèvements**

Des robinets d'eau brute et d'eau traitée, facilement accessibles et étiquetés devront être installés par l'exploitant après avis du service chargé du contrôle sanitaire des eaux.

#### **Article 11 : information des tiers**

Le présent arrêté sera déposé dans la mairie de St Léger de Montbrillais et un extrait sera affiché pendant un mois minimum afin d'être consultable par les tiers.

Un procès-verbal témoignant de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et retourné à l'Agence Régionale de Santé Poitou-Charentes – Unité territoriale de la Vienne VSEM - 4 rue Micheline Ostermeyer BP 20570 86021 Poitiers Cedex.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

#### **Article 12 : mise à jour du plan local d'urbanisme**

Les servitudes instaurées dans le périmètre de protection rapprochée du point d'eau destinée à la consommation humaine sont soumises à la formalité de la mise à jour du plan local d'urbanisme (délai maximal : 1 an) dans la commune concernée.

#### **Article 13 : recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Madame la Préfète de la Vienne, soit hiérarchique auprès du Ministre de la santé (Direction générale de la santé – 14, avenue Duquesne 75350 Paris 07SP) dans un délai de deux mois suivant la notification.

Concernant le recours gracieux, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite. En matière de recours hiérarchique, l'absence de réponse au terme d'un délai de quatre mois vaut rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du Président du Tribunal Administratif (15 rue de Blossac – 86000 Poitiers) dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse écrite ou implicite de l'administration si un recours administratif a été déposé.

#### **Article 14 : exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le président du SIVEER, le maire de la commune de St Léger de Montbrillais, le directeur départemental des Territoires de la Vienne, le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Poitou-Charentes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

Poitiers, le **22 AOUT 2013**

P/la Préfète de la Région Poitou-Charentes,  
Le Secrétaire Général  
de la Préfecture de la Vienne,



**Yves SEGUY**

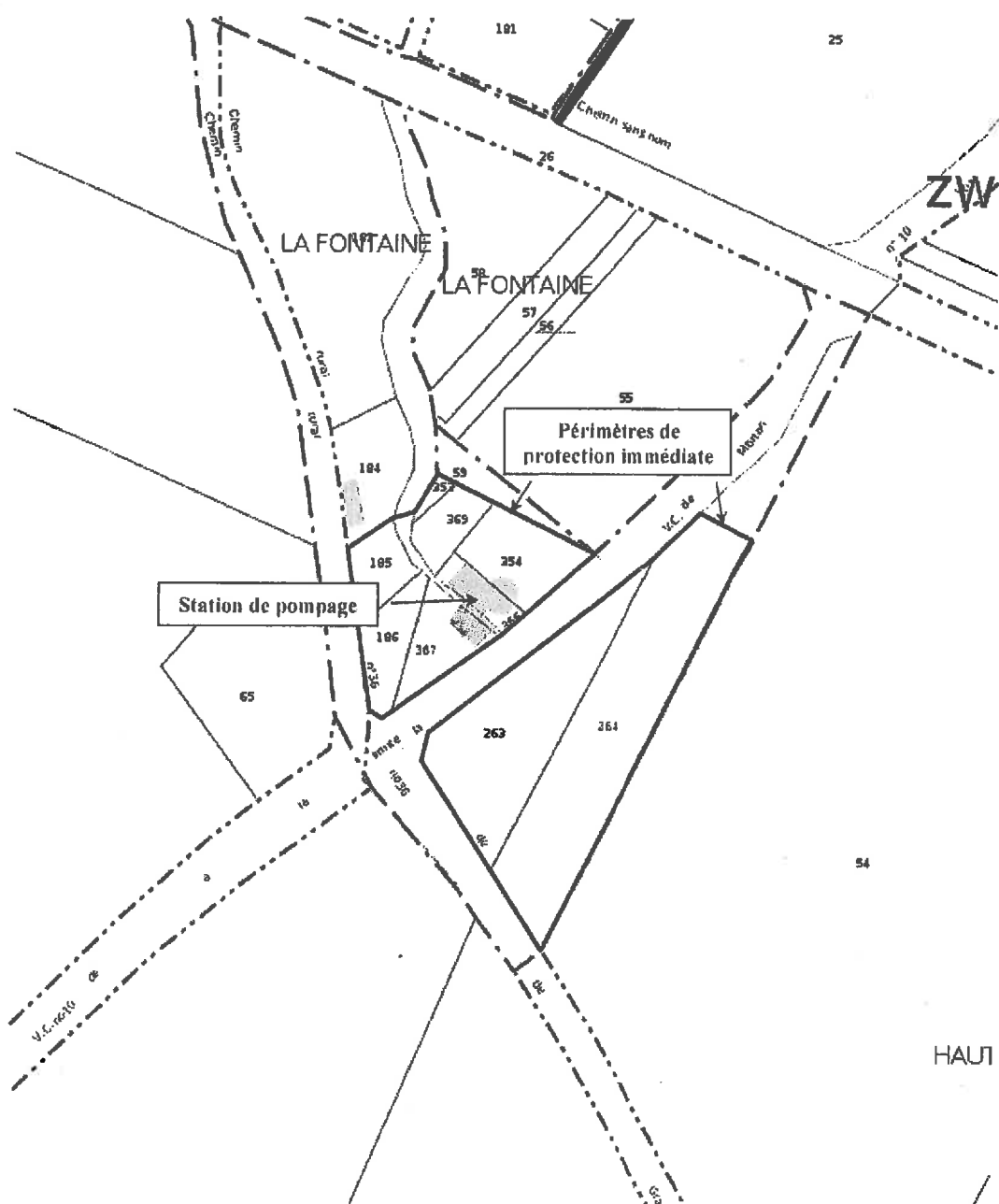
## ANNEXES

- Plan de situation de la *source de la Fontaine du Son* sur St Léger de Montbrillais (86)
- Plan de masse de la *source de la Fontaine du Son*
- Coupe technique du captage de la source
- Périmètre de protection immédiate
- Cartographie des périmètres de protection rapprochée et éloignée au 1/25.000è
- Tableau des prescriptions de la *source de la Fontaine du Son*





## Plan de masse



Source « La Fontaine du Son »  
Commune de Saint-Léger-de-Montbrillais

Coupe technique

**SIRPEL**

**Commune de St Léger de Montbrillais**

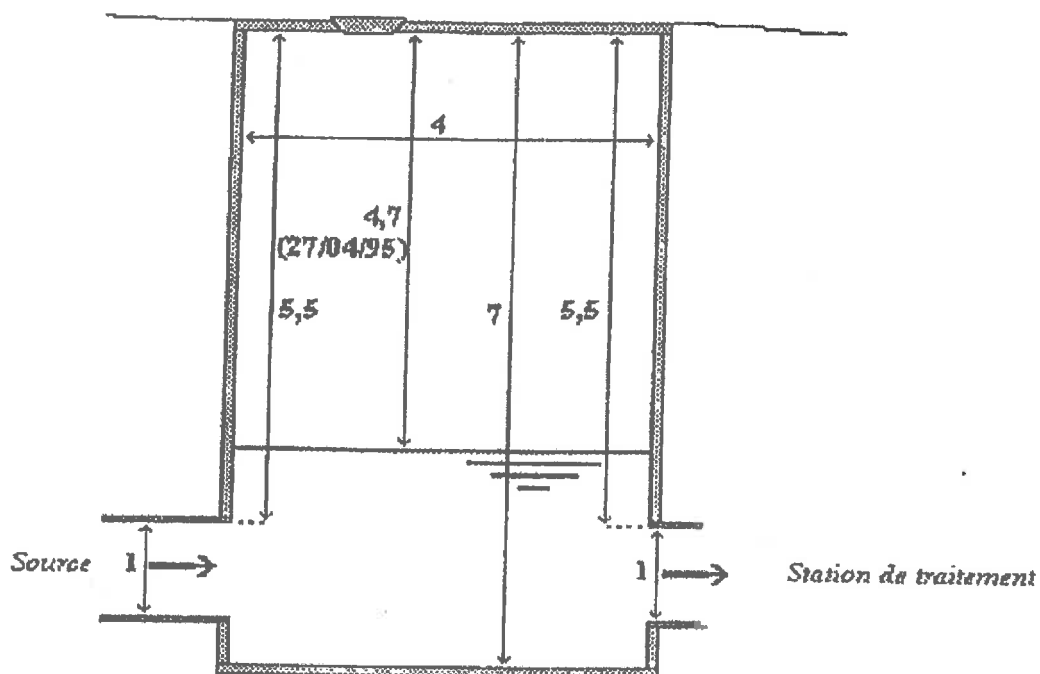
*Source de Son*

X = 419,8

Y = 2234,2

Z = 54 m

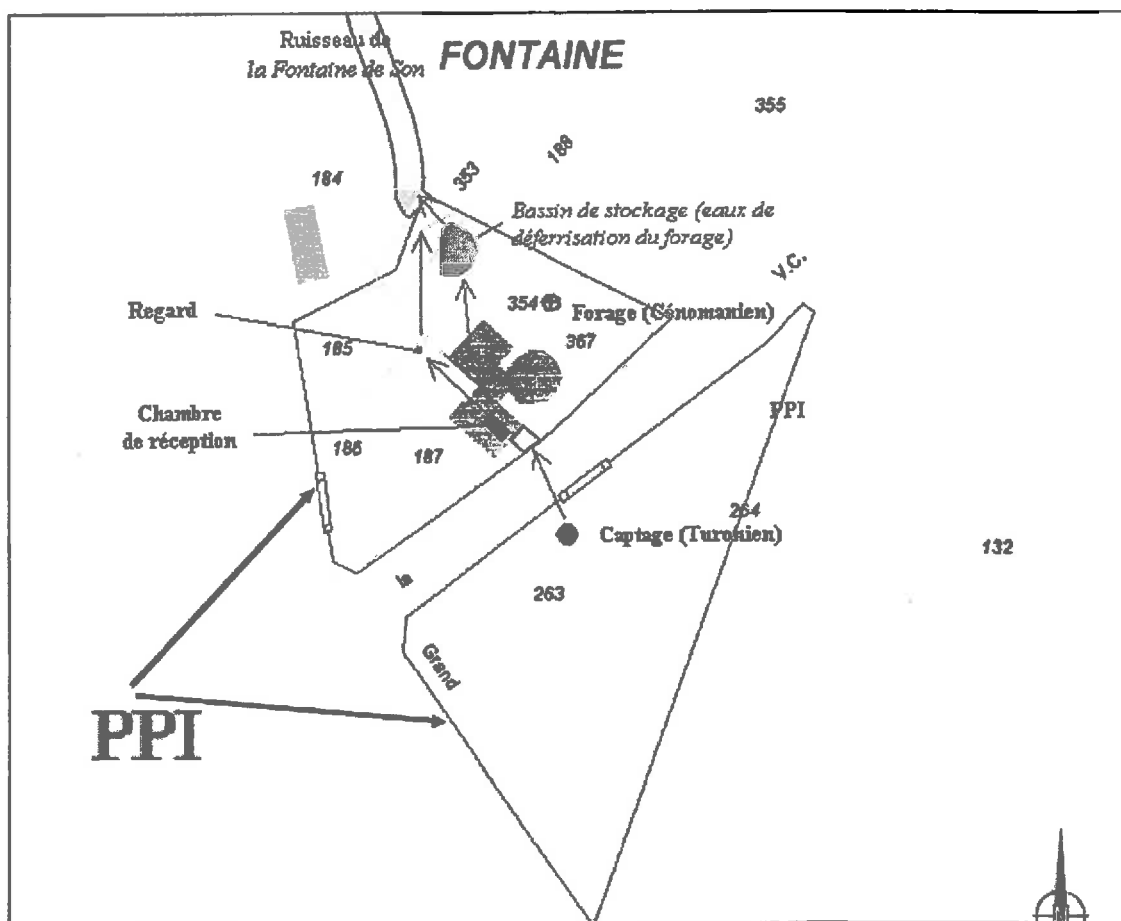
Coupe technique  
(valeurs en m)



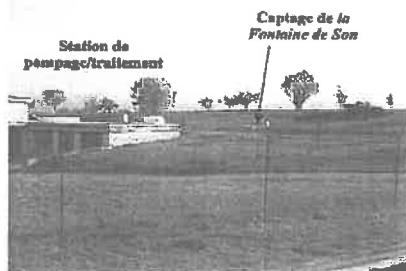
# **PÉRIMÈTRE DE PROTECTION IMMÉDIATE DE LA SOURCE "LA FONTAINE DU SON"**

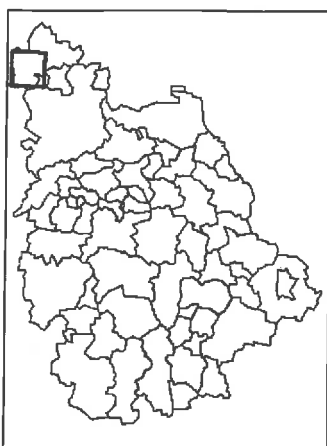
## **Situation cadastrale :**

Parcelle n° 263 section ZC commune de Saint-Léger-de-Montbrillais



Commune de Saint-Léger-de-Montbrillais – Section ZC – Echelle 1/1000



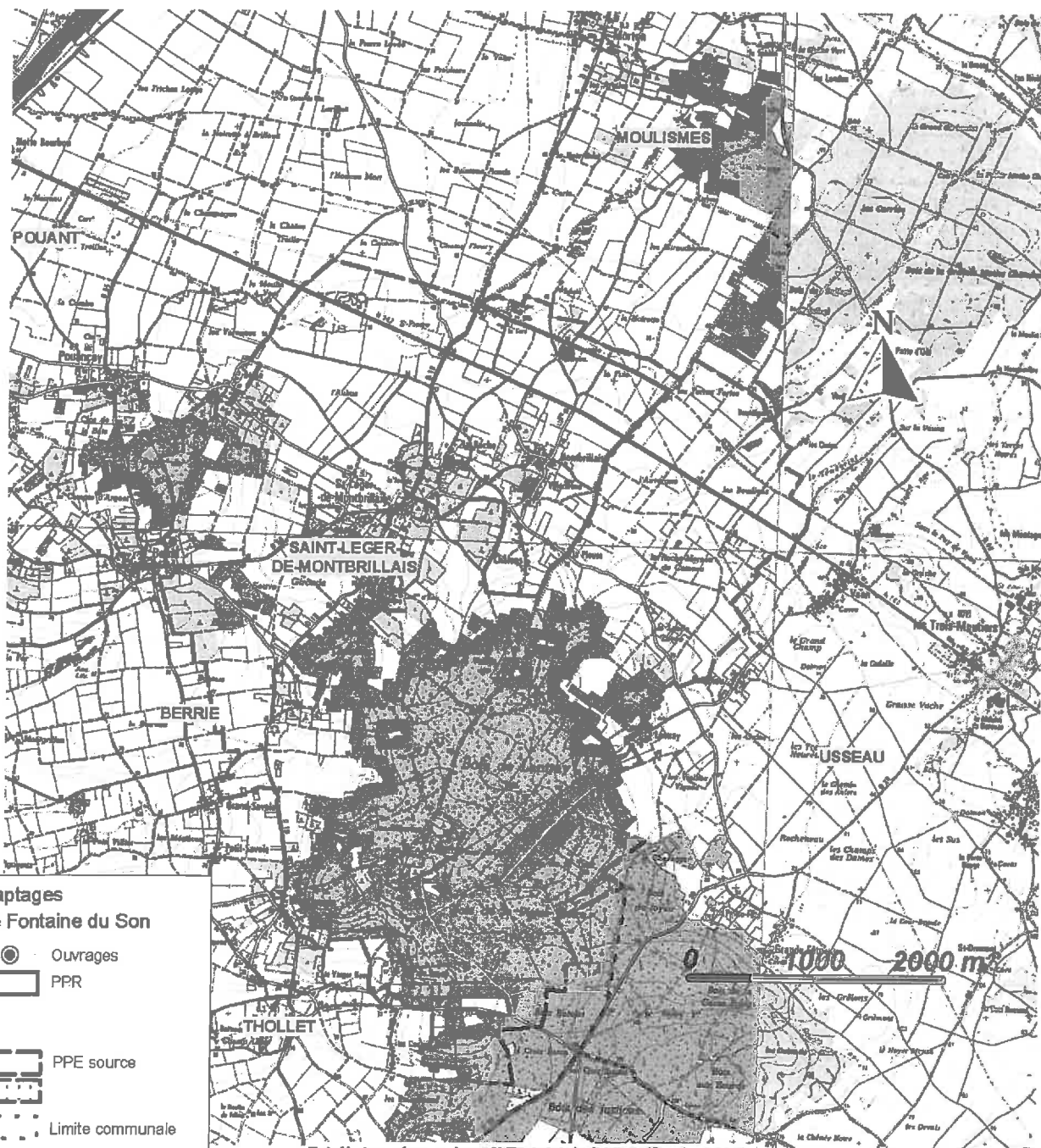


# Commune de St-Léger-de-Montbrillais

## Périmètres de protection

### de la source de La Fontaine du Son

Maître d'ouvrage et exploitant : SIVEER



**TABLEAU DES PRESCRIPTIONS**

N°	DEFINITION DES ACTIVITES	Protection rapprochée		Protection éloignée
		Interdiction	Réglementation spécifique	Réglementation spécifique
1	La création de forage ou de puits autres que pour l'A.E.P	X		
2	L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières	X		
3	L'ouverture d'excavations autres que celles destinées au passage de canalisations d'A.E.P., à l'effacement des réseaux aériens ou à l'assainissement autonome	X		
4	Le remblaiement des excavations existantes		X	
5	L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X		
6	L'établissement de toutes constructions même provisoires, autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau		X	
7	L'assainissement individuel		X	
8	L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux pluviales ou d'eaux usées, qu'elles soient brutes ou épurées		X	
9	L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tout autre produit liquide ou gazeux susceptible de porter directement ou indirectement atteinte à la qualité des eaux	X		
10	Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux		X	
11	Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tous produits chimiques autres que ceux cités en 10, 12 et 13	X		
12 12 bis	Le stockage de fumier et d'engrais organiques Le stockage de tous produits ou substances destinées à la lutte contre les ennemis des cultures		X X	
13	Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail		X	
14	L'épandage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols autres que ceux cités en 15		X	
15	L'épandage de lisiers, de boues de station d'épuration, de matières de vidange, de jus d'ensilage ou de toutes eaux usées brutes	X		
16	L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (produits phytosanitaires ou apparentés)		X	
17	L'établissement d'étables ou de stabulations libres	X		
18	Le pacage des animaux		X	
19	L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail		X	
20	Le drainage des terres agricoles			
21	Le défrichement ou déboisement en dehors des coupes d'entretien			
22	La création d'étangs	X		
23	Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes ou camping-cars	X		
24	La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation		X	
25	La création d'activités artisanales, industrielles ou commerciales, même temporaires, susceptibles de générer des pollutions non domestiques		X	
26	La création de cimetières	X		
27	La création de tout ouvrage d'infiltration des eaux de ruissellement (sauf eaux de toitures)	X		
28	L'installation de toute installation classée pour la protection de l'environnement.	X		
29	les puits domestiques existants		X	

**NB :** En l'absence d'interdiction ou de réglementation spécifique, c'est la réglementation générale qui s'applique